

Le capitalisme ne se guérira pas tout seul

Jean-Paul Gagné, Les affaires
20 juin 2009

On peut débattre longtemps des causes de la crise financière qui a provoqué la récession.

Certaines sont toutefois plus fondamentales que d'autres, et c'est à celles-là qu'il faut s'attaquer si on ne veut pas donner raison à Karl Marx, selon qui le capitalisme porte en lui les germes de sa destruction.

Certes, ce système a connu bien des crises, mais il reste le meilleur pour produire et distribuer les biens et services dont nous avons besoin et pour créer la richesse nécessaire au financement des biens collectifs.

Le capitalisme doit toutefois être encadré pour en contrôler les forces, freiner ses débordements, assurer la justice sociale, favoriser la concurrence, bref, éviter qu'il ne transforme le monde en un immense casino où s'échangent des milliards de dollars de titres artificiels, sans lien avec l'économie réelle. C'est un peu ce qu'était devenu Wall Street avant que n'éclate la crise financière en 2007.

Cette économie artificielle avait été bâtie dans la foulée du mouvement de déréglementation instauré sous Ronald Reagan et encouragé par l'abolition en 1999 (par l'administration Clinton) de la Loi Glass-Steagall (votée dans les années 1930 pour séparer les activités bancaires des activités de courtage en valeurs mobilières). Cela a permis aux banques américaines de développer une importante activité de titrisation de prêts hypothécaires et de créances non garanties.

Cette évolution a aussi été favorisée par un encadrement insuffisant des activités et des intervenants financiers, telles les sociétés d'investissement privées, qui ne rendent de comptes à personne, les fonds de couverture, qui sont devenus des fonds spéculatifs, les agences de notation, qui sont en conflit d'intérêts permanent, et un mode de rémunération insensé.

Maintenant que la crise financière a mis en péril l'économie mondiale, que les gouvernements ont investi des milliers de milliards de dollars pour éviter une dépression aussi grave que celle des années 1930, la tentation est grande de perdre foi dans le régime de la libre-entreprise.

Pourtant, il ne le faut pas. Le capitalisme a toujours eu la capacité de se renouveler. Mais cela ne se fera pas sans un renforcement majeur de la gouvernance du système financier. La capacité d'innovation de ce dernier en sera réduite, mais il n'en sortira que plus fort.

Après les mesures d'urgence visant à réparer les erreurs des cowboys de Wall Street et celles des irresponsables et des incompetents qui devaient les surveiller, il est clair que des mesures radicales s'imposent. On en trouve certaines dans le livre que viennent de publier deux chercheurs réputés, Yvan Allaire, président de l'Institut québécois sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, et Mihaela Firsirotu, professeur de stratégie à l'UQAM. Leur ouvrage, *Black Markets and Business Blues*, offre aussi une analyse brillante des causes de la crise financière qui a ébranlé l'économie.

Voici des solutions qui y sont proposées : > Revoir la rémunération globale des dirigeants des grandes sociétés ouvertes en remplaçant les options par un système de *bonus-malus*, qui prévoirait une pénalité si les objectifs ne sont pas atteints. Il faudra aussi limiter la rémunération la plus élevée à 100 fois la rémunération médiane au sein de l'organisation;

> Réviser les principes comptables *mark-to-market*, qui ont été une des causes du chaos de l'automne 2008. Ces principes sont pertinents seulement quand les marchés fonctionnent bien et quand les actifs sont détenus à long terme;

> Interdire aux caisses de retraite d'investir dans des fonds de couverture;

> Interdire la vente à découvert de titres qui n'ont pas été d'abord empruntés (*naked short selling*) et restreindre la vente à découvert à un prix plus élevé que la transaction précédente;

> Limiter le volume des transactions hors Bourse; l'explosion des produits financiers structurés fut une cause de la crise;

C'est aux gouvernements, gardiens du bien commun, qu'il incombe de prendre les mesures qui s'imposent pour éviter une autre crise. L'économie est trop importante pour être laissée entre les mains de financiers, de comptables et de chefs d'entreprise qui ne sont que de passage.

Suivez le blogue de Jean-Paul Gagné, au www.lesaffaires.com/jpgagne